

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur : METROPOLE NICE COTE D'AZUR

Correspondant : M. Le Président de la Métropole Nice Côte d'Azur, 5 rue de l'Hôtel de Ville, 06364 Nice cedex 4, tél. : 04 89 98 10 00, courriel : dao@nicedotedazur.org

Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs

Principale(s) Activité(s) du pouvoir adjudicateur :

- Services généraux des administrations publiques

Objet du marché : Etude de sécurité publique 20N0189

Catégorie de services : 10

Classification CPV (Vocabulaire Commun des Marchés) :

- Objet principal : 79417000

Lieu d'exécution et de livraison : Métropole NCA

Code NUTS : FRL03

La procédure d'achat du présent avis n'est pas couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC.

L'avis implique un marché public

Caractéristiques principales :

- Des variantes seront-elles prises en compte : non
- La présente consultation est lancée suivant la procédure : Marché à procédure adaptée - article R.2123-1 du Code de la commande publique a consultation a pour objet : Cette mission a pour objet la réalisation d'une étude de sécurité publique. Elle est mise en oeuvre conformément aux articles L. 114-1 et R. 114-1 du Code de l'Urbanisme, qui prévoit la réalisation de cette étude pour les projets d'aménagement et la réalisation des équipements collectifs et des programmes de construction qui, par leur importance, leur localisation ou leurs caractéristiques propres peuvent avoir des incidences sur la protection des personnes et des biens contre les menaces et les agressions, font l'objet d'une étude préalable de sécurité publique permettant d'en apprécier les conséquences.
- Descriptions concernant les achats complémentaires : Des modifications des marchés en cours d'exécution (dispositions des articles R.2194-1 à 9 du Code de la commande publique), et/ou des marchés complémentaires (dispositions de l'article R.2122-4 du Code de la commande publique) pourront être conclus, dans le respect des seuils de mise en concurrence de l'article L.2123 du Code de la commande publique. Il n'est pas prévu de prestation supplémentaire éventuelle.

Prestations divisées en lots : non

Durée du marché ou délai d'exécution : 4 mois à compter de la notification du marché

Cautionnement et garanties exigés : Néant

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent : Prix ferme actualisable

Avance : pas d'avance

Modalités de règlement des prestations : selon les règles de la comptabilité publique et par mandat administratif.

Délai global de paiement : 30 jours à compter de la réception de la facture.

Comptable assignataire : MR l'administrateur des finances publiques

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché : Le présent

contrat pourra être attribué à un seul opérateur économique ou à un groupement d'opérateurs économiques. Si le présent contrat est attribué à un groupement conjoint, le mandataire conjoint sera solidaire de chacun des membres du groupement

L'exécution du marché est soumise à d'autres conditions particulières : non

Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature : français.

Unité monétaire utilisée, l'euro

Conditions de participation :

- Critères de sélection des candidatures : Cf article (5.1.1) du règlement de consultation
- Situation juridique - références requises : Critère de sélection tels que mentionnées dans les
- Capacité économique et financière - références requises : Critère de sélection tels que mentionnées dans les documents de la consultation
- Référence professionnelle et capacité technique - références requises : Critère de sélection tels que mentionnées dans les documents de la consultation

Marché réservé : Non

La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : NON.

Critères d'attribution : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif)

- Pas d'enchère électronique

Type de procédure : Procédure adaptée

Date limite de réception des offres : 04 juin 2020 à 14 h 00

Délai minimum de validité des offres : 8 mois à compter de la date limite de réception des offres.

Numéro de référence attribué par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice : 20N0189

Renseignements complémentaires : A/ .Une phase de négociation des offres est prévue avec le(s) soumissionnaire(s) dont l'(es) offre(s), à l'issue d'une première analyse, a (ont) été jugée(s) la(les) meilleure(s) en application du(des) critère(s) de sélection des offres. Toutefois, l'acheteur se réserve la possibilité d'attribuer le marché ou l'accord-cadre avec bons de commandes sur la base des offres initiales sans négociation
.B/ conditions de remise des plis : cf art 7 du règlement de consultation

Date d'envoi du présent avis à la publication : 23 avril 2020

Adresse auprès de laquelle les documents peuvent être obtenus : adresse internet : <http://www.e-marche06.fr>

Adresse à laquelle les offres/candidatures/projets/demandes de participation doivent être envoyés : adresse internet : <http://www.e-marche06.fr>

Adresse auprès de laquelle des renseignements complémentaires peuvent être obtenus : adresse internet : <http://www.e-marche06.fr>

Informations complémentaires :

- La prestation n'est pas réservée à une profession particulière
- Les personnes morales sont tenues d'indiquer les noms, et qualifications professionnelles des membres du personnel chargé de la prestation

Conditions et mode de paiement pour obtenir les documents contractuels et additionnels :
Gratuit

Date limite d'obtention : 04 juin 2020 à 14 h 00

Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Nice, 8 avenue des fleurs CS 61039,, 06050 Nice cedex 1,, tél. : 04 89 97 86 00, courriel : Greffe.ta-nice@juradm.fr, adresse internet : <http://Nice.tribunal-administratif.fr>

Détails d'introduction des recours : Nous vous informons que vous pouvez introduire un référé pré contractuel conformément aux dispositions de l'article L 551-1 du code de justice administrative dans un délai de sept jours à compter de l'envoi du courrier d'information au(x) candidat(s) non retenu(s) avant la conclusion du contrat. Vous disposez également d'un délai de recours pour excès de pouvoir , dans le deux mois à compter de la réception du courrier d'information du courrier d'information au(x) candidat(s) non retenu(s) conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, pouvant être assorti d'un référé suspension prévu à l'article L 521-1 du code de justice administrative. Vous pouvez enfin exercer un recours contre la validité du contrat dans les deux mois à compter de la publication de l'avis d'attribution .l'instance chargée des procédures de recours est le tribunal administratif de Nice

.Le contrat signé pourra faire l'objet d'un référé contractuel dans les conditions des articles L.551-13 et suivants du code de justice administrative, dans un délai de trente et un jours à compter de la publication de l'avis d'attribution du contrat conformément aux articles R.551-7 et suivants du CJA.